

La médecine libérale abandonne les urgences aux hôpitaux

Pour nombre de Français, les services d'urgence sont devenus des lieux de premiers soins, quelle que soit la pathologie. Parmi les responsables, des médecins libéraux qui ne jouent plus leur rôle. PAR CLOTILDE CADU

Quand ce n'est pas la gastro, c'est la grippe. Ou la rhinopharyngite. Ou juste un petit truc bizarre sur la main (ou le pied), qui traîne depuis des semaines. Quelle que soit l'urgence – ou la non-urgence –, à n'importe quelle heure, de plus en plus de patients se dirigent vers l'hôpital. Pris d'assaut, les services d'urgence saturent. En 2012, plus de 16 millions de passages y ont été enregistrés, quand, en 1990, on n'en comptait pas plus de 7 millions, alors que sévissaient les mêmes épidémies. Pourquoi ?

Les urgentistes craquent à mesure que les couloirs débordent de patients qui n'ont rien à faire sur les brancards.

Parce que, entre-temps, les médecins libéraux de garde sont devenus une espèce en voie de disparition, que la répartition des toubibs sur le territoire se réalise en dépit du bon sens et que les dépassements d'honoraires ont explosé. Pour bon

nombre de Français, l'accès géographique et financier aux soins s'est compliqué. Les urgences hospitalières, ouvertes vingt-quatre heures sur vingt-quatre, ont perdu leur spécificité pour se transformer en lieux de premiers soins. Quelle que soit la pathologie. En 2007, la Cour des comptes estimait déjà que les urgences, « au sens des manuels médicaux, représent[ai]ent moins de 3 % des motifs d'intervention des services d'urgence ». En clair, les urgences ressenties bien plus que les urgences vitales embouteillent les couloirs des hôpitaux.

« La typologie des malades a changé et ma compétence médicale ne trouve plus son emploi », expliquait, en septembre 2012, le Dr Pierre Taboulet, en démissionnant de la chefferie des urgences de l'hôpital Saint-Louis, à Paris. Entre la précarité et « les malades (souvent mal renseignés) qui affluent à toute heure », le médecin urgentiste est « utilisé comme un médecin de premier recours "par défaut" ou comme guichet pour une orientation vers le spécialiste », dit encore Pierre Taboulet. Plus peut-être que le manque de moyens, indéniable, c'est donc surtout le désengagement de toute une frange de la médecine libérale qui use ce secteur. « Les urgences souffrent à la fois de l'aval, puisqu'il n'y a pas assez de lits d'hospitalisation, et de l'amont,

en raison d'une désorganisation de la médecine libérale qui provoque l'afflux, confirme Frédéric Pierru, sociologue de la santé. Une frange des médecins libéraux – pas tous, heureusement ! – sont tentés par la mercantilisation et estiment que les contraintes de service public, d'accès aux soins, ce n'est pas leur problème ».

La faute à des pouvoirs publics, de droite comme de gauche, qui, depuis le traumatisme du plan Juppé – la droite a perdu les élections de 1997 en partie à cause des médecins libéraux refusant les mesures du gouvernement destinées à leur faire supporter la réorganisation du système de santé –, n'osent plus imposer la moindre contrainte à des libéraux qui savent le leur faire payer dans les urnes. En 2003, après un mouvement de grève, les toubibs ont fini par obtenir de Jacques Chirac le droit de ne participer à la permanence de soins que sur la base du volontariat. Un dispositif coûteux, peu fiable, et qui a eu pour conséquence un renvoi important des patients... vers les urgences hospitalières. La tentative de Roselyne Bachelot, en 2009, de s'attaquer – un peu – à la médecine de ville dans le cadre de la loi Hôpital, patients, santé et territoires (HPST) s'est, elle, soldée par le retrait des mesures en question... et l'exfiltration de la



hannah assouline

France, signataires en février d'une lettre ouverte à la ministre de la Santé, Marisol Touraine. *Il ne suffit pas de régler par plans successifs quelques problèmes des urgences... avec constamment un temps de retard.* » En 2007, un rapport sur la permanence des soins soulignait déjà la nécessité d'en finir avec les « replâtrages » du système et recommandait une nouvelle approche, dans laquelle le patient serait remis « au premier plan, de même que la notion de service à la population ». Peine perdue. Pourtant, des solutions existent.

Vers l'explosion

Si les maisons médicales sur lesquelles les pouvoirs publics investissent beaucoup n'ont pas encore fait leurs preuves, les permanences d'accès aux soins de santé (Pass) présentent une alternative crédible. *« Une des problématiques des urgences, c'est qu'il n'y a pas de filtre. Arrivent aux médecins des urgences qui n'en sont pas. Ainsi, le médecin n'a pas suffisamment de temps à consacrer à l'analyse en profondeur d'une situation médico-sociale complexe. Ces situations ne relèvent pas des urgences, mais nécessitent d'être prises en charge de façon spécifique »,* souligne la Dr Claire Georges, responsable de la permanence d'accès aux soins de santé de l'hôpital Saint-Louis. Dans ce secteur de l'hôpital, pour l'heure réservé aux plus précaires, le patient est traité dans sa globalité, depuis ses problèmes médicaux jusqu'à ses difficultés sociales, avant d'être intégré dans un parcours de soins en ville. Un exemple de coopération réussie qui gagnerait à se développer, mais qui souffre d'un manque de visibilité. En fin d'année dernière, la ministre de la Santé socialiste a lancé un plan « Urgences » pour tenter de juguler la crise. Un chantier qui s'annonce déjà vain : la sanctuarisation de la liberté d'installation des libéraux et le faux plafonnement de leurs dépassements d'honoraires, deux décisions prises par la ministre, risquent fort de provoquer l'explosion des urgences déjà si mal en point. ■

ministre de la Santé au ministère des Solidarités et de la Cohésion sociale. *« Les politiques ont bien retenu la "leçon" de 1997. Depuis cet épisode, les pouvoirs publics font des genuflexions devant les syndicats libéraux. Et ce sont les assurés sociaux qui supportent les coûts de cette main tendue vers la médecine libérale »,* poursuit Frédéric Pierru. Autres victimes collatérales de cette médecine libérale qui l'est de plus en plus : les urgentistes eux-mêmes, qui craquent à mesure que les couloirs débordent de ces patients dont beaucoup n'ont rien

à faire sur les brancards, mais qui ont atterri là parce que les médecins libéraux ne s'occupent plus d'eux. Épuisés, frustrés de ne pas pouvoir assurer correctement leurs missions, ils démissionnent ou menacent de démissionner collectivement à Thonon-les-Bains, Grenoble, Strasbourg, Roubaix... Du jamais-vu !

« La crise des urgences que nous vivons est sans précédent, indiquent Patrick Pelloux, président de l'Association des médecins urgentistes de France (Amuf), et Marc Giroud, président du Samu-Urgences de

À L'HÔPITAL DE BOBIGNY, comme partout en France, les services d'urgence, accueillent de plus en plus de patients qui devraient faire l'objet d'un suivi médico-social spécifique.